**LA VOIE DE LA RÉSURGENCE**

**En marche pour le Quatrième Congrès National du Parti Authenticité et Modernité**

I**. Rude contexte et acquis en mal de consolidation**

Le parti a dû relever le défi de tenir son congrès constitutif dans un climat de méfiance, où la majorité des partis de l'époque avait du mal à accepter une offre politique née des contextes prometteurs de la justice transitionnelle et d'une interaction consciente et volontaire avec les espoirs suscités par les réconciliations culturelles et spatiales, ainsi qu'avec l'espoir de modernisation que l'ère nouvelle a porté et porte encore depuis 1999.

Lors du deuxième congrès, le parti a été confronté au défi de perdurer dans un environnement politique qui a tenté de le faire passer, trois ans à peine après sa création, pour un "bouc émissaire", l'accusant des errements du champ politique marocain depuis l’indépendance à ce jour. Et lors du troisième congrès, le parti a dû relever le défi de faire barrage, aux plans tant électoraux que programmatique, aux dangers qui ont constitué et constituent encore une menace insidieuse pour les valeurs de la société démocratique. À la tête de ces dangers figure l'instrumentalisation politique du capital symbolique, incarné par la religion islamique, et les risques qui en découlent à long terme et qui ne peuvent être ignorés sous prétexte d'une normalisation trompeuse, car il y va de la démocratie marocaine, de notre cohésion sociale, de notre diversité culturelle ou encore du modèle islamique marocain. Il y va enfin - Dieu vous en préserve - des fondements légitimes du système constitutionnel voulu par les marocains ; système qui se fonde, entre autres, sur la compétence exclusive du Commandeur des Croyants pour tout ce qui se rapporte au champ religieux.

Né dans un environnement partisan qui ne voyait aucun avantage dans les nouvelles offres politiques, le PAM a grandi dans un environnement intellectuel où les conservateurs, tous niveaux, couleurs et positions confondus, le percevaient comme un grave danger, et où les libéraux et le complexe économique rentier et mercantile qui leur est associé le considérait tout simplement comme un "parti de plus", voire une menace pour leur ligne politique, laquelle ne repose pas sur les vertus de l’économie sociale de marché ni sur les valeurs de la justice sociale, tandis que la majorité des forces de la modernité et de gauche rechignaient à collaborer avec le parti, ne serait-ce qu'autour des questions et valeurs participant d'une vision commune.

Ce contexte difficile, dans lequel le parti est né et s'est développé, a ainsi contribué, de diverses manières, à retarder un certain nombre d'échéances organisationnelles et programmatiques de nature à consolider les acquis engrangés par le parti.
En dépit de toutes ces difficultés, notre parti jouit désormais d'une présence et d'un poids indéniables sur la scène politique, n'en déplaise à ceux parmi ses détracteurs qui ont souhaité sa disparition. Il a tenu bon électoralement face à une déferlante qui, en 2015 et 2016, menaçait de se transformer en une forme d'Erdoganisme marocain dont il aurait été difficile de se débarrasser, du moins à moyen terme.

Un certain nombre de défis, cependant, autres que ceux énumérés dans la "feuille de route" que le Secrétaire général a présentée au lendemain de son élection, exigent de nous un effort collectif laborieux, à l'image des militants et militantes qui, fidèles aux principes et valeurs ayant présidé à l'instauration de leur parti, s'obligent à une lutte de longue haleine. Aussi le quatrième congrès du parti sera-t-il un congrès pour la résurgence. La résurgence d'une offre politique qui vise à apporter, aux côtés des autres propositions politiques démocratiques et laïques, des éléments de réponse et des solutions pratiques aux questions liées à l'exercice par les partis politiques de leurs rôles constitutionnels.

Nous avons réussi à construire notre parti sous le feu nourri d’un contexte difficile et défavorable. Nous avons été confrontés au cours des dix dernières années à des adversaires de diverses couleurs politiques. Et nous sommes capables aujourd’hui de continuer à les affronter, y compris ceux qui, mus par des pulsions destructrices, se sont rangés objectivement à leurs côtés. Nous allons donc tous emprunter le chemin de la résurgence, celui du quatrième congrès national.

  **II. Les cinq maux dont souffre notre parti**

En consécration de la vertu de l'autocritique, nous confirmons que notre parti souffre, entre autres, de cinq maux qui, sous des formes et à des degrés divers, sont communs au paysage politique national. Nous nous limiterons toutefois dans notre diagnostic à signaler les maux qui sont propres à notre parti, et qui l'empêchent de remplir convenablement et avec efficacité les rôles constitutionnels qui lui sont dévolus.

**• Attentisme**

On assiste depuis deux ans à un recul des initiatives politiques et parlementaires du parti, alors que celui-ci a toujours pris les devants, soulevant des questions qui exigent beaucoup de courage moral et une prise de position claire, indépendamment du niveau d'acceptation sociale et culturelle des initiatives proposées. Au nombre de ces questions on peut citer l'universalité des droits humains, l'égalité de genre, la gouvernance territoriale, les droits linguistiques et culturels, la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des groupes vulnérables, la lutte contre l'instrumentalisation du capital symbolique commun de la religion islamique, le plaidoyer pour un système de justice sociale et spatiale, la réalisation effective des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, et les réformes constitutionnelles et institutionnelles.

Les positions et les prévisions du parti se sont toujours inscrites - et continueront de l'être - dans le contexte de la contribution aux valeurs, orientations et choix du projet sociétal et démocratique moderne, et de l'expansion continue et volontaire de la base populaire favorable à cette option, l’option de la nouvelle ère et du renforcement des alliances politiques et civiles qui la soutiennent.

Néanmoins, des difficultés internes (d'ordre organisationnel) et externes (un environnement partisan qui n'est pas habitué, pour des raisons historiques et culturelles, à des conditions de concurrence politique normale) sont venues écorner la cadence de ces initiatives, que nous n’avons pas pu maintenir depuis notre position dans l'opposition. Nul ne peut nier l'effet négatif induit chez certains d'entre nous par les vestiges d'une culture politique passéiste, antérieure à la nouvelle ère. Une culture qui consiste à "guetter les signes" plutôt que la culture de l'anticipation, de l'initiative et de l'interaction constructive au service de la patrie.

Le parti a payé cher cette culture de l'attentisme qui n'a cessé de le priver d'opportunités réelles de se muer en force politique et organisationnelle de premier plan sur la scène politique nationale, et qui explique en grande partie le comportement opportuniste observé chez certains membres de notre parti. C’est la raison pour laquelle le passage résolu et conscient à une culture de l'initiative, de l'audace, de la responsabilité et de l'abnégation au service du projet du parti rendra caduque toute justification de tels comportements opportunistes.

• **Incapacité de présenter aux élections des jeunes candidats et candidates et de former les nouveaux dirigeants du parti**

Les statistiques prouvent que notre parti a été et continue d'être à l'avant-garde des partis qui ont pris des mesures volontaristes, en sus de celles auxquelles ils sont tenus par la loi et les processus électoraux, pour garantir une forte représentativité des femmes et de la jeunesse aux différentes échéances électorales et aux postes de responsabilité du parti.

Notre parti a également inventé, avant cela, l'idée de « nouvelle génération de secrétaires régionaux » qui vise à répondre aux différents défis liés au rajeunissement et à la féminisation des effectifs, à l'élargissement de la participation du potentiel politique et civil du "Maroc profond", et à la formation de dirigeants capables d’optimiser le positionnement du parti au niveau territorial.

Mais toutes ces actions ne mènent pas nécessairement à des progrès notables lorsqu’il s’agit de former une masse critique de jeunes leaders, qui reflète la diversité du Maroc aux plans générationnel, culturel, spatial et social. Une nouvelle génération de dirigeantes et dirigeants qui traduit la finalité de la parité homme-femme, capable d'une interaction constructive avec l'expansion considérable de l'espace public virtuel qui remet aujourd'hui en question notre perception traditionnelle de la représentativité, du renforcement des légitimités, de la médiation et de la communication politique. Un leadership capable de négocier efficacement les mutations et les défis du XXIe siècle (transition démographique, émergence de l'espace public virtuel, importance accrue des enjeux transnationaux tels la circulation des capitaux, la justice climatique, les migrations, la résurgence des courants identitaires prémodernes...), et de contribuer à la mise au point de solutions réalistes à nos questions pressantes, ces mêmes questions dont Sa Majesté le Roi a souligné l'extrême importance dans ses discours et messages successifs: la justice sociale, l'exercice par les jeunes de leurs droits économiques et sociaux, la révision du modèle de développement, l'accélération du processus de régionalisation avancée, les questions de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de la réforme globale du système d'administration publique, l'achèvement de la mise en application de la Constitution, et la protection et la promotion des droits fondamentaux.
La réalisation de ces objectifs exige de nous un travail colossal, et le quatrième congrès de notre parti sera une étape majeure à cet égard.

 **• Propension à déformer le référentiel du parti**

Né des contextes de la justice transitionnelle, notre parti s'est attelé à l’élaboration d’un document de référence précisant ses orientations idéologiques et politiques en matière de démocratie sociale. Notre vision se fonde sur l'économie sociale de marché, la redistribution efficace de la richesse, la réalisation de la justice sociale, spatiale et générationnelle, la solidarité et la relance du tissu économique national par des moyens autres que la rente.

Au vu de son orientation socio-démocratique, notre parti a développé une vision spéciale qui concerne, sans s’y limiter, les mécanismes de redistribution de la richesse, le cadre national des affaires, les droits humains, le développement durable, l'autonomisation économique et sociale des catégories vulnérables, l'appui à l'économie sociale et solidaire, le régime de protection sociale, les PME, les garanties de travail décent, l'intégration de l'économie non structurée, l'économie verte, les politiques d'inclusion des jeunes, et l’introduction de la dimension genre dans les politiques publiques.

Bien que cette thèse ait fait l’objet d’un vif débat lors du congrès extraordinaire à cause d’une certaine confusion autour de la réalité de notre positionnement idéologique (Démocratie sociale ou Social-démocratie ?), le congrès a fini par l'adopter à la majorité absolue, faisant montre d’un parfait consensus. Ce document constitue une seconde naissance pour notre parti qui porte désormais une vision politique et idéologique claire, s'inscrivant ainsi au centre de la gauche.
D'aucuns ont toutefois tenté de dénaturer ce choix. Et cette tentative de distorsion a pris au moins deux formes qui représentent un grand danger pour l’avenir du projet de notre parti :

• Il y a d'abord le fait d'avoir négligé d’approfondir le débat sur le référentiel du parti avec le plus grand nombre de militantes et militants aux quatre coins de la patrie. Cette tentative de distorsion tend à sous-estimer et à marginaliser ce référentiel, d'où une fausse représentation que partage malheureusement un pan de l'opinion publique nationale avec une partie de nos militantes et militants, lesquels ont fini par croire que notre parti ne possède pas le moindre référentiel.

• Il y a ensuite les velléités de dénaturer notre référentiel par hybridation, au niveau symbolique, à travers l'importation du dispositif conceptuel et terminologique de l'Islam politique, comme l'utilisation par exemple du terme « Tadafou’ » (antagonisme) au lieu de lutte et concurrence, du terme « *Tanzil*» (transposition) au lieu de mise en œuvre, application ou exécution, et du vocable « *Tajwid*» (peaufiner ou parfaire) en lieu et place d'améliorer et de perfectionner. Au plan organisationnel, certains d'entre nous ont participé à cette tentative de distorsion en créant des conflits à caractère personnel, motivés par un égo hypertrophié et un désir de démarcation égoïste, se disant prêts à envisager une "alliance" avec les forces de l'Islam politique ou avec le complexe économique, rentier et mercantile auquel ils sont objectivement associés, et en "cherchant des appuis" pour réaliser des intérêts personnels étriqués en accédant au pouvoir exécutif, quels que soient le prix, la manière et la circonstance, faisant fi de la logique de la représentation démocratique au dépens même du référentiel et de l'identité du parti et de ses rôles politiques et sociaux. Cette tentative de distorsion inclut aussi certaines formes de communication qui rendent un fier service à nos détracteurs, en particulier les forces de l'Islam politique et le complexe économique, rentier et mercantile qui leur est objectivement associé. Elle consistent en l'occurrence à importer et à utiliser des modèles de discours populistes visant à maquiller des pratiques contraires à la légitimité et aux règles et institutions du parti, à souscrire au dénigrement ouvert et prémédité de l'action du parti et de l'ensemble de ses anciens secrétaires, et à porter l’accusation fallacieuse de "cooptation en haut lieu", offrant ainsi sur un plateau d'or des "justifications rhétoriques" issues de "nos rangs" à ceux d'entre nos détracteurs qui colportent le mythe du "Contrôle".

Ces tentatives de distorsion de notre référentiel visent donc à marginaliser et à dénigrer ce référentiel, à en faire commerce à vil prix sur le marché symbolique de la vente aux enchères pour assouvir des ambitions étriquées débordant d'opportunisme, ou à l'hybrider au profit des forces de l'Islam politique ou du complexe économique, rentier et mercantile objectivement associé à celles-ci. Dans des cas extrêmes, ces tentatives malveillantes vont jusqu'à nier l'existence même de notre référentiel. Sinon, à quoi bon alimenter des conflits montés de toutes pièces, et que rien dans le référentiel, l'éthique ou les objectifs du parti ne justifie ? À quoi rime aussi ces efforts systématiques et acharnés déployés en interne, une année durant, par les adeptes de la destruction pour faire avorter des initiatives visant justement à habiliter le parti à reprendre l'initiative ?

Nous devons redoubler d'effort et œuvrer de concert pour mettre un terme à ces propensions falsificatrices et à ces comportements opportunistes, et nous employer à enrichir et à perfectionner le référentiel de notre parti en nous appuyant sur ses valeurs immuables, les valeurs du projet sociétal et démocratique axé sur la modernité au sens large, les valeurs de la solidarité et de la justice social, les valeurs de la citoyenneté et du « Tamaghribit », les valeurs de la diversité et les valeurs du néonationalisme. Le quatrième congrès sera, sans nul doute, une étape décisive dans la réalisation de ces objectifs.

**• Incapacité d'assurer une médiation efficace**

Nul besoin de faire un diagnostic poussé de ce mal qui affecte l’ensemble du tissu partisan national, et qui a été souligné maintes fois dans les discours et messages royaux. Aussi, au lieu d'un diagnostic redondant, pourquoi ne pas poser des questions pratiques ?

La crise actuelle de la médiation révèle que nos institutions représentatives sont coincées entre le marteau et l'enclume : le marteau d'un mode de représentation par les notables, qui perd progressivement mais rapidement son rôle d'encadrement (y compris dans le monde rural) et de médiation; et l’enclume de la représentation populiste qui investit dans le capital symbolique de la foi islamique et puise les ingrédients de sa pérennité en dehors du contexte électoral (propagande, associations, oeuvres de bienfaisance, sources grises de financement...)

Comment alors notre parti peut-il trouver, d'une part, des solutions organisationnelles novatrices et appropriées, et réfléchir, d'autre part, avec les autres partenaires politiques concernés à un mode de scrutin capable de sortir nos institutions représentatives de cette ornière, même pas à pas, tout en respectant les principes du droit constitutionnel en matière électorale ?

La crise de la médiation est avant tout une crise de la communication, en particulier pour un parti qui occupe la deuxième place sur la scène politique nationale, position que notre parti a amplement méritée grâce aux efforts de ses militantes et militants et aux sacrifices de ses anciens dirigeants. Il suffit à cet égard de rappeler quelques données statistiques. Selon l'institution "Hootsuite We Are Social", qui publie le rapport annuel sur l'utilisation des médias sociaux aux niveaux mondial et national, y compris au Maroc, le nombre de téléphones mobiles utilisés au Maroc en 2019 a atteint 43.760.000, le nombre d'internautes 22.570.000, avec un taux de pénétration de 62%, et le nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux 17.000.000, avec une moyenne quotidienne de deux heures et demie par utilisateur. Se pose alors la question suivante : comment peut-on renforcer les rôles liés à la communication au sein du parti, et ses rôles en matière d'élaboration d'offres programmatiques renouvelées.

Ce défaut de médiation efficace ne se limite pas à l'incapacité de remplir le rôle nécessaire et efficace de médiateur pour réunir, traiter, transmettre, plaider et répondre aux demandes légitimes des diverses forces vives de notre peuple, dans ses divers espaces territoriaux. Il ne se limite pas non plus à l'incapacité d'interagir de manière constructive avec les dynamiques de protestation pour les transformer en revendications institutionnelles. Il recèle en effet une dimension autrement plus profonde qui peut tenir dans la question pratique suivante: comment les forces porteuses du projet sociétal démocratique moderne, dont les diverses élites, peuvent-elles apporter le soutien nécessaire et continu aux options modernistes de la nouvelle ère, sachant que ces options, dans la logique de la transformation, du changement et de la modernisation, ont précédé la dynamique sociale au cours des deux dernières décennies, dans ce qui pourrait être considéré comme l'ère Meiji marocaine, une ère qui continue de promettre bon nombre réformes modernistes?

Il nous reste encore un long chemin à parcourir, aux plans organisationnel et procédural, et en matière de réflexion collective aux côtés de nos partenaires politiques, civils et sociaux, pour trouver le moyen de reconstruire le tissu national de la médiation politique et sociale. Le quatrième congrès sera une étape essentielle de ce chantier ô combien difficile mais nécessaire, afin que nous puissions transformer ce que nous vivons aujourd'hui comme une crise en une opportunité de développement et de progrès.

**• Incapacité de mobiliser et de produire les compétences du parti**

Notre parti a toujours été pleinement conscient du rôle essentiel dévolus aux partis politiques en tant que force de proposition, non seulement dans l'administration publique ou dans les cadres institutionnels ordinaires (action parlementaire par exemple), mais aussi lors des principales échéances consultatives (révision de la constitution, régionalisme avancé, construction participative du modèle de développement, etc.) et des dialogues publics (système judiciaire, révision du système de protection sociale et du système fiscal, par exemple). Cette contribution s’étend aussi à la réflexion autour des questions stratégiques qui transcendent les échéances électorales et gouvernementales, et dont dépend même la résilience du Maroc en tant qu'État-nation au 21è siècle (régionalisme, gestion durable des ressources naturelles, lutte contre les effets du changement climatique, reconstruction du système de protection sociale, enseignement, gestion de la diversité culturelle, intégration de la jeunesse).

À cet effet, le parti a choisi de préconiser l'instauration d'une académie spécialisée dans la formation, le renforcement des capacités et l’apport de compétences. Le parti a également créé un certain nombre de forums socio-professionnels, et structuré les comités du conseil national pour en faire des laboratoires destinés à produire les compétences du parti.

Toutefois, l'état actuel des choses se passe de diagnostic. La plupart des mécanismes de production des compétences du parti sont soit à l'arrêt soit tributaires de conflits personnels, ce à quoi j’ai fait allusion dans le diagnostic du mal consistant à déformer la réalité. De nombreux forums sont devenus de simples groupements corporatistes, à telle enseigne que nous nous retrouvons aujourd'hui englués dans "l'incapacité technique" d’apporter des contributions, des réponses et des propositions réalistes et de qualité aux questions, sujets et chantiers que Sa Majesté a soumis à la réflexion de l'ensemble des intervenants politiques et sociaux.

Comment peut-on alors reconstruire et assurer la pérennité des structures du parti en termes d'expertise et de conseil ? Comment renforcer les capacités et les travaux de recherche appliquée et élaborer les offres programmatiques afférentes aux politiques publiques ? Et comment ces structures peuvent-elles aider le parti à mobiliser ses compétences internes et à tirer profit des compétences nationales non partisanes ?

**III. Premiers remèdes aux cinq maux**

Le traitement des cinq maux exigera une volonté collective et un certain temps. À l’approche du quatrième congrès national, il est possible, d'un point de vue pragmatique, d'administrer quelques remèdes à notre corps collectif pendant les mois qui nous séparent du congrès. Ces remèdes peuvent prendre la forme de mesures préparatoires visant à faciliter la tâche du nouveau leadership qui émanera du congrès, et qui, à n’en point douter, sera apte à assumer ses responsabilités.

 **• Agissons ensemble pour vaincre l'attentisme et reprendre l'initiative !**

 Dans un contexte de vie politique effrénée, ponctué d'échéances électorales décisives, nous devons impérativement, durant la période qui précède la tenue du quatrième congrès ordinaire, parachever notre effort de réflexion autour de trois chantiers :

• Parachever la formulation de la contribution du parti au nouveau modèle de développement. Élaborer les amendements institutionnels et constitutionnels permettant d'appuyer les mécanismes de leadership stratégique de l'Institution royale pour les chantiers structurés ; assurer une corrélation logique entre le modèle de développement et les politiques publiques visant à le mettre en œuvre ; créer un consensus national autour des choix fondamentaux dans une logique qui transcende les alignements politiques de circonstance, pour les domaines jugés stratégiques, et dépasse le cadre temporel des mandats électoraux et gouvernementaux et les contraintes qui en découlent, contraintes et que la pratique a amplement mis en évidence.

• Formuler les propositions du parti concernant le système juridique des opérations électorales, et réfléchir à un modèle de scrutin qui nous permettrait d’arracher nos institutions représentatives, même progressivement, au marteau de "l'Erdoganisme" marocain et à l'enclume du déclin des rôles de la représentation classique par les notables ; un modèle qui garantirait la diversité de représentation ainsi qu'une forte représentativité des femmes, des jeunes et des cadres, et qui assurerait la "qualité de la démocratie marocaine" et protégerait les institutions représentatives de notre pays contre la déferlante populiste.

• Élaborer la vision du parti en matière de politique nationale d'intégration de la jeunesse

• **Hâtons l'achèvement de la construction du parti du contrat, du droit, des institutions et des idées**

Il n’y a pas meilleur moyen de déjouer les pièges de la désinformation et d'éviter les conflits personnels à tendance opportuniste que d’accélérer le processus d'achèvement de la construction du parti du contrat, le parti de la responsabilité, mais une responsabilité partisane redéfinie, le parti de la logique des droits et des devoirs, le parti du recours à la loi et aux institutions ; et de relancer le débat intellectuel sur le référentiel du parti.

De même, la meilleure réponse à ceux qui dénigrent l'action des militantes et des militants et les efforts consentis par les anciens secrétaires généraux du parti c’est d’approfondir le débat sur le référentiel du parti. Il y a particulièrement lieu d'ouvrir un débat au sein du parti sur les voies et moyens d'enrichir notre référentiel en approfondissant l'idée de néonationalisme, qui se fonde sur le "Tamaghribit" et la citoyenneté constitutionnelle à dimension inclusive. Et cette inclusion s'entend à tous égards : politique, culturel, social et spatial. Elle se nourrit de la solidarité entre les générations et implique de manière implicite un dépassement (non au sens de la rupture mais plutôt de la transition vers un état plus évolué) de l'héritage du "premier nationalisme", celui du mouvement national, qui n'était pas porteur (ou du moins pas assez) de l'idée de diversité culturelle, linguistique, spatiale et religieuse des marocains. Le néonationalisme est une idée qui se fonde sur la reconnaissance des marocains comme citoyennes et citoyens égaux, sans discrimination aucune, ainsi que sur la reconnaissance de leur diversité et de leur pluralité.

 **• Agissons pour que soient réunies toutes les conditions de l'avènement d'une nouvelle génération de dirigeants de parti**

 Nous devons faire du parti une école du futur, qui encadre, forme et rehausse les compétences organisationnelles, politiques et intellectuelles de ses adhérents, aux fins de renouveler l'élite du parti et de contribuer à enrichir, à tous niveaux, les institutions nationales des cadres et compétences nécessaires à la transition démocratique. Ce renouvellement est d'autant plus nécessaire qu'une grande partie de l'élite politique marocaine actuelle appartient à un modèle politique et partisan dépassé.

Toute inaction de notre part n'aura d'autre effet que de niveler vers le bas notre conscience politique commune, et donc l'affaiblir, et propager la culture du rafistolage aux dépens de l'effort et de l'arrivisme aux dépens du mérite.
Il est donc urgent de prendre deux premières initiatives à cet égard :

• Commencer à recruter de nouvelles élites en organisant la première édition des rencontres régionales annuelles prévues à l'article 18 des Statuts, dont une campagne régionale pour augmenter le nombre d'adhérents de la manière stipulée à l'article 8 du règlement intérieur, en s’assurant que le ciblage de l'offre d'adhésion et de l'offre aux partisans soit dirigé vers des catégories déterminées, tels que les jeunes, les personnes influentes sur les réseaux sociaux, les professionnels, les acteurs civils des dynamiques socio-territoriales, les acteurs de l'économie sociale et solidaire, une partie des classes moyennes urbaines, les marocains de la diaspora, et les travailleurs de l'économie non structurée.

• Mettre en place un système opérationnel pour la parrainage d'un groupe de jeunes dirigeants des deux sexes et de diverses origines sociales, professionnelles, éducatives et spatiales, et prendre des mesures volontaires et positives pour leur permettre d'accéder en force aux différentes instances dirigeantes du parti à l'occasion du quatrième congrès ordinaire, ainsi qu'aux autres listes électorales et représentatives au nom du parti; et s'assurer de leur visibilité et de leur contribution effective à la prise de décision et à la communication au sein du parti.

**4) Contribuons d'urgence à la restauration du tissu national de médiation politique, civile et sociale en vue de sa reconstruction**

Il est urgent de prendre les initiatives prioritaires suivantes au cours de la période précédant le quatrième congrès ordinaire :

• Organiser des rencontres thématiques et prospectives en vue d'échanger avec les jeunes acteurs des mouvements sociaux et des dynamiques de contestation, ainsi qu'avec les jeunes ayant une influence sur les réseaux sociaux, les jeunes engagés dans les associations spécialisées dans la participation citoyenne de la jeunesse et son intégration dans la vie active, dans la facilitation de l'accès des jeunes à la culture, la science, la technologie, l'art, le sport et les activités récréatives, ainsi que dans l'assistance aux jeunes en situation de difficulté scolaire, sociale et professionnelle. Et partager ensuite les conclusions de ces rencontres pour trouver un terrain commun propice aux coalitions thématiques autour de questions communes ayant trait aux politiques publiques.

• Les présidentes et présidents de l'ensemble des collectivités territoriales gérées par le parti (régions, provinces, communes) s'engagent, dans un délai ne dépassant pas les trois prochains mois, à renouveler la composition des organes consultatifs et participatifs visés par les lois organiques régissant les collectivités territoriales, à les doter d'acteurs, d'instances et de représentants civils crédibles, à conclure des accords thématiques avec le monde associatif concerné par le développement démocratique et la citoyenneté dans la perspective d’initiatives de médiation pour certaines affaires liées à l'exercice des droits économiques, sociaux et environnementaux.

 **• Agissons sans tarder pour mobiliser le potentiel de compétences de notre parti**
Eu égard à la forte demande de compétences en rapport avec le passage de l'attentisme à l'initiative, il apparaît crucial de prendre les initiatives suivantes et ce, avant la tenue du quatrième congrès ordinaire :

• Charger la direction du parti d'établir, dans un délai ne dépassant pas un mois, une base de données intégrée réunissant toutes les compétences du parti, quelles qu’en soient la spécialisation ou la source (forums, comités fonctionnels du conseil national, experts des deux groupes du parti dans les deux chambres, experts sous contrat avec les collectivités territoriales gérées par le parti, et experts de la société civile proche du parti).

• Organiser la rencontre nationale des experts du parti au début de septembre, mettre sur pied des équipes de travail spécialisées chargées de renouveler l'offre programmatique du parti, et passer contrat avec ces équipes de travail selon des cahiers des charges spécifiques.

• Annoncer, à l'occasion de la rencontre nationale des experts du parti, la formation du conseil des administrateurs de l'académie du parti, et procéder à l'élaboration de son programme de travail.

Ce sont là quelques mesures pratiques visant à renouveler l'offre politique et programmatique du parti, selon une méthode résolue et réaliste fondée sur l'action collective, la responsabilité et le contrat, sans se laisser distraire par les "aléas de parcours" dont le seul but est de nous détourner de notre vraie mission.

Ce sont là les caractéristiques du chemin de la résurgence, le chemin qui mène au quatrième congrès national du parti, celui que nous comptons emprunter pour continuer d’apporter notre contribution, en nous acquittant chacun de nos rôles constitutionnels respectifs dans une société démocratique, diverse et plurielle.

**IV. Conditions supplémentaires pour que la résurgence produise tous ses effets**

Dans le contexte de l'appel à la réalisation des chantiers et programmes précités, il est des questions essentielles liées aux positions du parti et à son positionnement sur la scène politique, ainsi qu'aux enjeux et défis que notre pays doit relever dans un environnement régional et international ardu, où mutations et instabilité ne font qu'ajouter à la complexité de la situation. Pour que la résurgence que nous appelons de nos vœux produise tous ses effets, il est nécessaire, comme condition préalable, de mettre ces questions en exergue, de les rappeler et de les redéfinir avec toute la clarté requise. Au nombre de ces questions importantes on peut citer :

 **• Position envers les projets de l'Islam politique**

Le parti de l'authenticité et de la modernité continuera de porter un projet sociétal fondé sur les valeurs de "Tamaghribit", le projet du parachèvement de l'édification d'un État-nation moderne fondé sur les valeurs de la citoyenneté et de la démocratie, et de l'alternance au pouvoir qui en découle. Un projet aux antipodes de l'Islam politique dont les projets importés participent d'une culture différente, source de menaces sérieuses pour les valeurs de notre projet sociétal démocratique et moderne, pour notre diversité culturelle et les principes mêmes de l'Islam marocain de la tolérance, sans oublier nos institutions constitutionnelles et politiques.

Le parti continuera d'être à l'avant-garde des forces politiques qui œuvrent pour juguler les effets politiques et sociaux pernicieux des projets de l'Islam politique, dans la sphère de gouvernement et ailleurs, en usant de tous les moyens autorisés par la Constitution et la loi. Toute personne appartenant à notre parti, qui serait tentée de faire croire à l'opinion publique que cette position immuable pourrait changer ne représente pas la ligne du parti, n'exprime que ses propres désirs et n'engage en rien les institutions du parti.

Il convient à ce stade de clarifier, si besoin est, que notre position immuable par rapport à l'Islam politique n'est pas l'expression d'une rivalité ordinaire entre des groupes politiques acquis à la logique de la libre concurrence sur la base de programmes électoraux clairs, ce à quoi nous tendons nos bras grands ouverts, sans la moindre hésitation et dans le strict respect des partis en présence. Loin s'en faut ! Notre position s’appuie sur notre référentiel moderniste et démocratique, et sur notre conscience aigüe de la nécessité de nous positionner historiquement - en toute honnêteté et avec détermination - sur la scène nationale dans toute sa diversité. Ce faisant, il nous appartient de ne pas dévier du processus de construction de l'État-nation moderne, et de tenir bon face à ceux qui cherchent à attiser les querelles sectaires ou à affaiblir le sentiment d'appartenance à la patrie sur la base d'une "identité" religieuse importée, dont les propres instigateurs se repentent aujourd'hui, ou à exploiter les catégories indigentes moyennant des "aides en nature" au nom de la religion, ou encore à colporter l'idée que la concurrence actuelle oppose les partisans de la religion islamique et ses détracteurs.

À cela s'ajoute notre crainte légitime du fait que le phénomène de l'Islam politique est devenu, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, un atout majeur entre les mains des grandes puissances de ce monde. En effet, pour servir leurs visées hégémoniques sur la région, celles-ci n’hésitent pas à saper les processus de construction de l'État moderne en créant et en appuyant des mouvements religieux dont la mission est d’exploiter l'attachement des citoyens à leur foi pour faire dérailler le train du progrès dans tout pays qui s’y prête dans la région.

Et cette crainte n'a fait que se renforcer au vu des événements successifs qui ont affligé notre région ces dernières années ; une région devenue champ de ruines selon les nombreuses déclarations et confidences des responsables des grandes puissances eux-mêmes.

 **• Relation du parti avec les différentes institutions de l’État et les pouvoirs constitutionnels**
Contrairement à la narrative soutenue par les détracteurs du parti dans un effort de propagande et de manipulation de la mémoire partisane nationale, le parti de l'authenticité et de la modernité n'est pas le fruit d'une fabrication. Ses relations avec les différentes institutions de l'État et les pouvoirs constitutionnels, à l'instar des autres partis politiques, n'ont jamais dépassé le cadre de la Constitution et des lois organiques et ordinaires qui fixent les rôles des parti politiques sur un pied d'égalité et sans discrimination aucune.

Il est en effet regrettable que les détracteurs du parti et, indirectement, certains membres de notre parti, pour des raisons purement égoïstes et opportunistes, parviennent à commercialiser une narrative imaginaire inspirée de ce qu'il est convenu d'appeler le "mythe du contrôle" (TAHAKKOM) et les "hautes sphères". Ce mythe a été tissé de main de maître et propagé par les forces de l'Islam politique, avec l'appui de tous ceux qui, dans leur perception du paysage politique actuel, demeurent prisonniers de l'ère d'avant 1999.

Il faut toutefois reconnaître qu'un certain nombre d'agissements et de dérapages ont permis d'exploiter un état de confusion qui avait gagné le parti. Mais il est grand temps de tout mettre à plat et de tirer les choses au clair. Il est question de notre conception de notre rapport à l'État et à la sphère des décideurs politiques.

Cette confusion concerne deux choses distinctes : D'une part, notre part de responsabilité dans la mission historique visant à consacrer le choix démocratique moderniste avec tous ses tenants et aboutissants stratégiques majeurs, y compris le rôle essentiel dévolu à la monarchie, et d'autre part, notre volonté de nous ranger du côté de l'État sans contrainte ni condition.

D'aucuns ont du mal à distinguer notre attitude stratégique, qui implique un appui inconditionnel à l'édification patiente de la démocratie, de notre attitude politique qui présuppose une clarté irréprochable de l'indépendance des décisions de notre parti. Cette situation a créé pas mal de confusion chez un grand nombre de personnes, dont des membres de parti et une partie de l'opinion publique. Elle a surtout permis aux opportunistes tapis parmi nous d’aiguiser leurs couteaux pour s’emparer d’une partie du gâteau qu’ils croient leur revenir de droit, sans se douter qu'ils sont très loin du compte

Nous devons aujourd'hui retrousser nos manches et nous engager dans l'action politique patiemment et avec persévérance. Nous devons aussi abandonner toute forme d'illusion, en particulier « l’illusion » créée par ceux d’entre nous qui prétendent avoir des entrées en « haut-lieu ».

• **Champ des alliances du parti**

Le parti est ouvert à la coalition, à la coopération, à la coordination et au partenariat avec tous les partis politiques porteurs de projets politiques laïcs, dans la mesure où ils convergent avec notre parti autour de valeurs communes pour un projet sociétal démocratique et moderne, ou autour de plateformes relatives à des options politiques, économiques, sociales et culturelles partagées, ou encore autour de questions déterminées (Projets ou propositions de lois, questions sociétales ou politiques publiques) susceptibles de donner lieu à des coalitions thématiques.

Dans la même vision, le parti est ouvert à la coopération, la coordination et le partenariat avec le tissu civil démocratique et moderne, qui porte les mêmes valeurs et œuvre pour le développement de la citoyenneté, de la participation politique, des droits civils, politiques, économiques, sociaux, environnementaux et culturels et pour le développement spatial durable, et qui cherche à développer, élargir et resserrer les rangs des modernistes et à dépasser progressivement les règles politiques d'époques révolues. Ce rapprochement peut prendre la forme d'alliances ou de coalitions thématiques ou spatiales sur la base de contrats transparents et clairs, et dans le respect de l'indépendance des acteurs politiques et autres, et de leurs rôles constitutionnels.

Cette vision ne souffre aucune alliance avec ceux qui portent des projets politiques visant à exploiter le capital symbolique de la religion islamique qui unit tous les Marocains. Toute personne appartenant à notre parti, qui serait tentée de faire croire à l'opinion publique que cette position immuable pourrait changer ne représente pas la ligne du parti, n'exprime que ses propres désirs et n'engage en rien les institutions du parti.

**• Caractéristiques du discours politique du parti**

Le discours du parti de l'authenticité et de la modernité continuera d'être empreint de réalisme, de franchise, de rationalité et du sens de l'auto-critique, motivé qu'il est par le désir ardent de contribuer à cette construction, avec ou sans les autres parties en présence sur la scène politique, avec un accent particulier sur l'indépendance de la décision du parti, loin du nihilisme et du dénigrement, et dans le respect dû aux partis en concurrence. Un discours qui vise à promouvoir les valeurs de la citoyenneté responsable et à renforcer le sens du discernement chez les citoyennes et citoyens pour les aider à faire le distinguo entre les différents projets politiques. De même, nous ferons en sorte que notre discours reste éloigné de toute instrumentalisation facile et destructrice, à l'instar des discours populistes dans leurs formes diverses, et plus particulièrement le populisme de l'Islam politique.

 **V : Vision clairvoyante et questions en suspens**

La relecture et l'analyse des discours adressés par Sa Majesté le Roi à la nation entre 2012 et 2018 (28 discours en tout, auxquels s'ajoutent un nombre appréciables de messages royaux à l'endroit des conférences et autres manifestations nationales et internationales) permettent d'identifier des clefs qui résument de manière condensée les enjeux et défis du Maroc postérieur à la Constitution de 2011, et dont il est possible d'énumérer ceux qui ont trait aux dimensions internes de l'agenda national, un agenda hyper chargé, comme suit:

la régionalisation, la décentralisation et la déconcentration (68 fois) - les élus (18 fois) - les partis (18 fois) - le gouvernement (45 fois) - le Sahara (78 fois) - la réforme (77 fois) - la confiance (22 fois) - l'économie (94 fois) - la santé, l'éducation, la justice et l'administration (81 fois) - le développement (108 fois) - la jeunesse (79 fois).
Mettant l'emphase sur les enjeux et les défis liés aux priorités précitées, Sa Majesté a adressé à la classe politique - gouvernement, parlement, partis et syndicats - de nombreux messages empreints d'une franchise et d'une fermeté sans précédent, autour de plusieurs sujets allant - s'agissant de la pratique politique - du diagnostic des défaillances dont souffrent les partis politiques à la proposition de clés et d'intrants de réformes politique, en passant par l'organisation des ateliers de travail qui s'y rapportent.
Ainsi, des sujets tels que le faible attachement des acteurs politique à "la mission de représentation des citoyens comme une responsabilité suprême", leur réticence à acquitter leurs devoirs constitutionnels en matière de communication avec les citoyens et de plaidoyer en faveur de leurs attentes et exigences légitimes, à remplir les rôles de médiation, à permettre aux jeunes d'assumer des responsabilités, et l'incapacité de trouver des solutions innovantes aux problèmes économiques et sociaux via les politiques publiques, et bien d'autres défaillances énumérées dans les discours royaux, comme "le fait pour les partis politiques et de leurs représentants de rechigner à remplir leurs rôles, des fois sciemment et avec préméditation, et d'autres fois en raison de l'absence de crédibilité et de fierté nationale".

L'un des moments de vérité les plus forts et les plus révélateurs pour la classe politique a été celle où Sa Majesté a souligné le faible niveau de confiance des citoyens dans leurs politiques et leur désaffection croissante, à telle point qu'il a fini par formuler sa question retentissante : "Si le roi du Maroc n'est plus convaincu de la manière dont l'action politique est menée, et ne fait pas confiance à un certain nombre de politiques, qu'en-est-il du peuple ?". Et d’ajouter : "À tous ceux-là, je dis : "Assez, et cessez de léser votre patrie ... Ou vous accomplissez pleinement votre tâche, ou vous vous retirez."
Sa Majesté a également mis le doigt sur une défaillance qui s'apparente à une maladie chronique, lorsque « les partis, la classe politique et les responsables se disputent le devant de la scène pour profiter aux plans politique et médiatique des acquis réalisés... quand les résultats sont positifs s'entend... Mais quand les choses ne se passent pas comme prévu, c'est le palais royal qui sert de paravent, et c'est vers lui que tous les regards se tournent."

La vérité cruelle que nous devons dire tout haut est que, en dépit du diagnostic précis et franc de Sa Majesté des maux et défaillances de l'institution partisane et de sa vision clairvoyante étayée par des feuilles de route, avec des clés et des entrées avancées pour faire évoluer l'action politique dans notre pays, l'on constate - et c'est là le côté désastreux de la réalité - que lorsqu'on "chasse le naturel il revient au galop", sans aucun égard pour les exigences et nécessités de renouveau et de changement dans le dogme, la méthode, la pensée et les modes opératoires.

Le résultat, et c'est là une autre facette de l'amère réalité que nous devons admettre, est que les questions posées par Sa Majesté le Roi à la classe politique, dont nous faisons partie, sont restées pour la plupart sans réponse sérieuses de la part des premiers concernés.
Ne serait-il pas juste, dans notre cas, celui du parti de l'authenticité et de la modernité, de reconnaître qu'il est désormais impossible de continuer selon le même modèle ? N'est-il pas juste d'admettre qu'il est impossible d'aller vers les prochaines échéances, qu'il nous est impossible d'apporter notre contribution nationale et faire front aux défis auxquels le pays est confronté, au présent et au futur, sans entreprendre des révisions profondes et progressives en: en nettoyant devant chez nous et alentour et en engageant la bataille de la moralisation avec courage, et en pratiquant l'auto-critique sans complexe d'infériorité, et en redéfinissant l'idée même de parti avec détermination et en toute responsabilité.

**C’est là une autre caractéristique du chemin vers la résurgence.**

**C'est là une feuille de route vers le quatrième congrès national : le congrès de la résurgence.**

**Hakim Ben Chamach**
**Secrétaire Général**